

Bilan de la transition démocratique en Moldavie – 1991-2011

Snejana DRUȚĂ SULIMA

Introduction

Le 27 août 1991, la République de Moldavie proclamait son indépendance, en particulier, sous l'impulsion des autres républiques soviétiques et, dans un sens général, en s'alignant sur le mouvement de tous les pays de l'Europe de l'Est écartant la « tutelle » de Moscou. Dans ce contexte, l'ancienne Constitution soviétique devenait désuète, voire opposée au projet transitionnel auquel s'engageait la Moldavie indépendante. La transition du communisme à un régime démocratique exigeait la mise en place de normes capables, en amont, d'assurer la transition et, en aval, de faire fonctionner démocratiquement le régime instauré.

La nouvelle Constitution moldave adoptée en 1994 mettait en place un régime semi-présidentiel à la française, avec un Président de République élu au scrutin universel, à côté d'un Premier ministre responsable devant la chambre unique du Parlement, élu à la représentation proportionnelle.

Les anciens représentants du Parti communiste (PC) se voient du jour au lendemain leaders de nouveaux partis politiques, dont la création a été stimulée par l'institution du pluralisme politique et l'adoption de la représentation proportionnelle comme modalité de scrutin aux élections parlementaires. Afin de légitimer le nouveau régime une large révision du corpus législatif a été nécessaire. Dans cette démarche, les Moldaves ont pu s'appuyer sur l'assistance de diverses organisations internationales (Commission de Venise, OSCE/BIDDH, IFES) à l'élaboration des nouvelles lois et, également, sur leur expertise des lois adoptées par le Parlement moldave à l'époque.

Parce que l'instrument principal de la construction de l'identité « moldave » distincte de l'identité roumaine fut, en 1924, la langue « moldave »¹ écrite avec

¹ Ce « hybride » de langue, qui se voulait distincte de la langue roumaine, est le produit des laboratoires staliniens des années 1920, ayant mis en place une République Autonome Soviétique Socialiste

l'alphabet cyrillique, les membres du Front Populaire de Moldavie (FPM), mouvement contestataire du régime communiste soviétique en 1989, ont considéré qu'une des premières tâches dans la reconquête de l'identité nationale devait être l'adoption d'une nouvelle loi sur la langue. Le 31 août 1989 furent adoptées les lois révisant l'ancienne Constitution de 1978, qui préoyaient l'adoption de la langue moldave écrite avec l'alphabet latin comme langue d'État.

Le nouveau statut des langues parlées en Moldavie attira des contre-manifestations de la part des nationalités allogènes², en déterminant le regroupement des russo-phones dans le mouvement *Edinstvo* (L'Unité) et des Gagaouzes³ dans le mouvement *Gagauz Halki* (Peuple Gagaouze). Ces mouvements, qui soutenaient au début les réformateurs, demandaient néanmoins une autonomie politique.

Dans ce contexte, le dirigeant du PC en place, Simion Grosu, se voit remplacé par un proche de Gorbatchev, Petru Lucinschi, à la fin de 1989. Quelques mois après, le 25 février 1990, ont lieu les élections⁴ dans le dernier Soviet suprême de la République Soviétique Socialiste Moldave (RSSM). À l'époque, le FPM est la seule formation à confronter le PC dans les élections, en obtenant 130 mandats de député sur 380 sièges, un vrai succès dans les conditions évoquées. Les candidats du Front Populaire étaient très divers, allant des anti-soviétiques aux activistes pro-roumains, en passant par des communistes réformateurs comme Mircea Snegur. C'est précisément cette législature qui va apporter les plus importantes modifications dans la législation moldave du début de la transition⁵. Le nouveau Parlement déclare sa souveraineté le 23 juin 1990, ce qui provoque, en réaction, la création de deux Républiques séparatistes : le 19 août, la RSS de Gagaouzie et, le 2 septembre, la RSS de Transnistrie.

Dès l'institution de la fonction de Président de la République de Moldavie, Mircea Snegur est le premier à l'occuper. Il nomme Premier ministre un pro-roumain convaincu, Mircea Druc. Une partie roumanophone de la population moldave espère

Moldave (1924), distincte de la Moldavie roumaine. Cette république autonome comprenait la Transnistrie actuelle et une partie du territoire de l'Ukraine voisine. À l'époque, le projet suivait l'annexion ultérieure de l'ancienne Bessarabie, partie de la Principauté de Moldavie, annexée par l'Empire russe en 1812, pour la première fois, et perdue au profit de la Roumanie moderne en 1918.

2 On atteste dès la création de la République Soviétique Socialiste Moldave, en 1940 jusqu'en 1979 une croissance continue de la population d'origine russe et ukrainienne causée par l'immigration. Tandis que l'augmentation de la population moldave a enregistré une croissance de 45,5 %, celle ukrainienne a cru 2,21 fois et celle russe s'est presque triplée. L'explication de l'immigration dans la période évoquée réside dans le processus d'industrialisation de la République, réalisée par un afflux des spécialistes russo-phones sans prévoir la formation des cadres nécessaires sur place et au détriment des autochtones. Les nombres relatifs à l'affluence des allogènes dans les villes moldaves font preuve d'une politique de dénationalisation de ces villes. Voir Hadârcă, I., *Arena cu iluzii*, Garuda-art, Chisinau, 2000, pp. 31-32.

3 Des turcophones chrétiens habitant plus particulièrement le sud de la Moldavie.

4 Ces élections ont une importance considérable puisqu'elles cassent le monopole du PC en Moldavie et ouvrent la voie au pluralisme, même s'il n'est pas encore officiellement reconnu.

5 Parmi ces lois on trouve celle qui a changé le nom de la République Soviétique Socialiste Moldave en République de Moldavie (abrégié – Moldavie) (Loi n° 589-XII/23.05.1991), par la même loi le titre de Soviet suprême a été substitué par celui de : Parlement.

alors que, comme en 1918, la Moldavie va réintégrer la Roumanie. Mais Bucarest est la première capitale à reconnaître l'indépendance de la Moldavie⁶.

Avant de déceler combien sont attachés les Moldaves aujourd'hui à la démocratie, à vingt ans depuis le début de la transition démocratique, nous tacherons de voir d'abord quels sont les traits de cette démocratisation et de dévoiler les transformations du régime politique dans ce pays.

Les traits de la transition démocratique

À la sortie de l'ère soviétique, plusieurs catégories d'hommes politiques siégeaient au Parlement moldave : des réformateurs adeptes du gorbatchévisme, des activistes proroumains et des anciens nomenklaturistes. Tous ont fait leur entrée au Parlement à l'issue de la réforme électorale de 1989 et, par la suite, ce sont eux qui poursuivirent cette réforme en adoptant toute une série de lois dans la Moldavie indépendante. Les élections de 1990 ont été organisées, à l'instar de toutes les échéances électorales de la période soviétique, selon un scrutin majoritaire, uninominal à deux tours. En 1993 les Moldaves ont abandonné le scrutin majoritaire, comme d'ailleurs la plupart des pays de l'Europe de l'Est⁷, en adoptant la représentation proportionnelle afin de stimuler la création des partis politiques et, partant, le pluralisme. De plus, un seuil de représentation de 4 % pour les partis accédant au Parlement était rajouté pour inciter les forces politiques à se coaliser et à se concentrer dans de grands partis ayant plus de chances d'accéder au Parlement. L'analyse de l'évolution de la législation électorale moldave, au regard des recommandations des experts internationaux⁸, fait constater que le législateur en a tenu incontestablement compte, mais sans rigueur ni constance. L'implication des intérêts électoraux immédiats des gouvernants les a déterminés à ajourner pendant longtemps certaines modifications, dès lors qu'elles ne leurs étaient pas favorables⁹.

6 À l'époque, la Roumanie, présidée par le gorbatchévien Ion Iliescu depuis la chute de Ceaușescu, menait une politique étrangère prudente compte tenu de l'environnement géopolitique (réunification de l'Allemagne, irrédentisme hongrois pour annexer à nouveau tout ou partie de la Transylvanie, implosion de la Yougoslavie qui s'annonçait, etc.). Cf. Ruzé, A., « De la Moldavie à la Moldova », *Notes et études documentaires* n° 5083-84, *Les Pays de la CEI*, édition 1998, pp. 73-89.

7 Les PECO ayant adopté la représentation proportionnelle après la sortie de l'ère communiste sont : la Bulgarie, la Croatie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la République tchèque. Ceux qui ont choisi un système mixte sont : l'Albanie, la Hongrie, la Macédoine. Dans les républiques ex-soviétiques les députés sont élus à partir de la représentation proportionnelle en : Arménie, Estonie, Géorgie, Kazakhstan (98 sur 107 membres sont élus à RP), Kirghizstan, Lettonie, Lituanie (une partie du Parlement, 70 membres, sont élus à la RP), Moldavie, Russie, Ukraine, d'après Reynolds, A., Reilly, B., Ellis, A., *Electoral System Design*, International Institute for Democracy and electoral assistance IDEA, Trydells Tryckeri AB, Sweden, 2005.

8 Notamment ceux de la Commission de Venise.

9 Voir plusieurs avis et recommandations des experts européens : *Avis sur le droit électoral de la République de Moldova* (CDL-AD (2003)1) ; *Recommandations conjointes sur le droit électoral et*

Anciens et nouveaux clivages

La « société indifférenciée » qui se voulait soviétique a abouti à sa division dans les catégories suivantes : les classes ouvrières, les paysans kolkhoziens, et l'intelligentsia. Les réformes démarrées en URSS dans les années 1980 et l'encouragement du pluralisme, même si non déclaré comme tel, ont favorisé *de facto* la tolérance à l'égard de la constitution des formations spontanées et des groupes informels qui, à court terme, se sont constitués en Fronts nationaux, dont les revendications ont forgé la polarisation nationale dans les républiques fédérées. En Moldavie, l'enjeu de la langue a joué un rôle primordial dans l'émancipation de la « périphérie » moldave par rapport au « centre » russe de l'Union soviétique. Ici, la particularité du clivage centre/périphérie a été accentuée par le fait que, au début de la lutte nationale, une partie des représentants de la périphérie cherchait à se rapprocher d'un autre « centre », la Roumanie, en temps que les minorités continuaient à s'identifier comme partie de l'ancien centre au lieu d'essayer, toutes les deux catégories, à forger un sentiment d'appartenance à un État national – la République de Moldavie. Ces faits ont généré toute une gamme de partis politiques différenciés sur des critères ethniques et linguistiques¹⁰. Néanmoins, deux courants majoritaires apparaissaient comme dominants : celui de l'ancienne nomenklatura communiste des différents domaines et celui d'une partie du FPM essayant de conserver l'État moldave. La division de la société sur des critères ethniques a coïncidé, dans une mesure importante, avec la division entre les adeptes *prosoviétiques* – les prorusses (le Mouvement Unitate-Edinstvo (MUE), le Parti Socialiste (PS)) – et les partisans de *l'indépendance étatique* de la Moldavie vis-à-vis de l'Union Soviétique – les Moldaves originaires (FPM). À l'intérieur de ce dernier groupe, s'est manifestée, dans un premier temps, une autre scission entre ceux qui prônaient l'union avec la Roumanie – les *pro-unionistes* (le Parti National Chrétien – PNC), le Front Populaire Chrétien-Démocrate – FPCD) –, et les partisans de l'État indépendant moldave – les *indépendantistes* (le Parti Démocrate Agraire de Moldavie – PDAM), le Parti Républicain de Moldavie (PRM), le Parti Social Démocrate (PSD). Dans un deuxième temps, les premiers ont plaidé surtout pour l'orientation pro-européenne de la Moldavie, les seconds se sont orientés vers le renforcement des relations avec la Russie, mais dans le cadre de l'indépendance moldave. Dans les années suivantes, ces divergences ont marqué considérablement la formation de certains partis et la transformation des autres.

La construction de l'identité nationale moldave, après la déclaration de l'indépendance, n'a pas abouti à la constitution de celle-ci comme un « centre » par rapport aux « périphéries » engendrées par les minorités ethniques de la Moldavie. Le séparatisme transnistrien et l'autonomisme Gagauze en sont des preuves pertinentes. Un

l'administration des élections en Moldova (CDL-AD(2004)027) ; *Avis conjoint sur le Code électoral de la Moldova* (CDL-AD(2006)001).

10 La dimension ethnique a joué un rôle important dans la constitution de certains partis, comme « l'Interfront », devenu ensuite le Mouvement « Unitate-Edinstvo », le Mouvement Socio-Politique « Ravnopravie », le Parti National Roumain et d'autres encore.

des problèmes réside dans le fait que, à l'époque soviétique, l'industrie moldave était concentrée surtout en Transnistrie. La formation de la République moldave de Transnistrie, qui n'est pas une entité politique reconnue, s'explique par la forte implantation de l'Armée russe. Les décisions du « centre » de Chişinău n'y sont pas du tout respectées.

À partir des années 2000, le clivage le plus prononcé divisant la société moldave sépare *les partisans de l'intégration européenne* et ceux de *l'orientation pro-russe*. Cette division se retrouve également dans les options politiques des Moldaves. En fait, elle reflète leur double orientation à la recherche d'un revenu économique, soit vers l'Occident, y compris la Roumanie, soit en Russie.

Compte tenu de cette situation, presque tous les partis politiques de Moldavie ont oscillé entre les deux mêmes options, orientation européenne ou renforcement des anciennes relations à l'Est et même, parfois, promouvant les deux orientations à la fois ; cela en fonction surtout de leurs intérêts électoraux et, souvent, en rejetant leurs propres options exprimées lors des scrutins antérieurs.

Partis politiques et enjeux électoraux

Même si les clivages ayant structuré le système des partis occidentaux diffèrent substantiellement des clivages caractérisant les régimes des pays ex-communistes, ces derniers ont largement emprunté les noms des partis occidentaux et avec ceux-ci leurs doctrines, très souvent étrangères aux réalités de l'Est. La constitution des partis politiques en Moldavie est beaucoup plus liée aux intérêts électoraux des hommes politiques qu'à l'assimilation des différences divisant la société et à la promotion des intérêts de quelques groupes sociaux à partir de ces divisions. Par conséquent, on peut observer à la veille de chaque scrutin l'apparition de nouvelles formations politiques ou la transformation de formations existantes. Dans la mesure où leurs membres n'ont pas été élus, beaucoup de ces formations disparaissent après les élections concernées. Bien que chacun des partis apparus sur la scène politique durant la transition se déclare en faveur de l'une ou l'autre des doctrines politiques classiques (libérale, social ou chrétienne), le critère de structuration partisane d'après ces doctrines n'est pas très pertinent pour la Moldavie, du simple fait d'une faible connaissance de ces doctrines.

Le socialisme soviétique vécu pendant des dizaines d'années a continué à avoir une influence bien prononcée sur le vote des générations ayant connu ce régime et, par conséquent, sur la tendance de certains partis à promouvoir ses valeurs, même si ces valeurs désuètes sont encore soutenues par la renaissance de certains mythes sur l'ordre soviétique. Normalement, chaque parti vise le monopole de la représentation légitime d'un secteur de la population. En analysant les partis de Moldavie, on peut observer l'apparition de plusieurs partis promouvant les mêmes doctrines (libérale, socialiste, chrétienne, social-démocrate, etc.), qui restent assez faibles pris séparément. Le seul parti qui a su se reconsolidier en réunissant les adeptes de son idéologie est le Parti des Communistes de la République de Moldavie (PCRM). Son poids considérable rend

le multipartisme moldave assez polarisé entre les communistes et les autres partis. On peut ainsi facilement observer la tendance vers un monisme doctrinaire, résultat de l'empreinte laissée par l'uniformisation longtemps promue dans l'ancien régime. Le système de la représentation proportionnelle, avec listes fermées, comme celui en vigueur en Moldavie, donne aux partis des prérogatives substantielles dans le positionnement de chaque candidat sur la liste. De ce fait, les hommes politiques sont beaucoup plus liés, voire dépendants du parti qui les promeut, que de l'électorat qui va les élire sur ces listes.

Dans la vie politique de la Moldavie l'enjeu de l'*indépendance* s'est atténué au moment de sa séparation de l'URSS en 1991. Cet enjeu reste pourtant significatif, indirectement, pour deux raisons. D'une part, à cause de l'importante dépendance économique, voire politique, de la Moldavie par rapport à la Russie. D'autre part, du fait de l'existence de certains éléments politiques promouvant l'idée de l'union avec la Roumanie, une idée encore plus renforcée après l'adhésion de celle-ci à l'Union européenne.

En ce qui concerne l'*identité ethnique* de la population moldave, il faut rappeler que, mis à part les Moldaves d'origine roumaine, il y a une importante minorité d'origine slave, des Russes ou des Ukrainiens, concentrée surtout en Transnistrie mais aussi dans les centres urbains. Le Sud moldave est peuplé, majoritairement, par deux autres minorités ethniques : les Gagaouzes d'origine turque mais à religion chrétienne, et la minorité bulgare. Parmi les ethnies allogènes, on trouve également des Juifs, des Tsiganes et quelques autres groupes. Pour ce qui est de la population autochtone, selon un sondage datant de 2005, une très forte majorité (81 %) se considère comme des Moldaves (par opposition aux Russes, Ukrainiens, Gagaouzes, Bulgares) et un pourcentage assez faible se déclare Roumains (14 %) ¹¹. Cette situation a son origine dans les deux modèles identitaires antagonistes mis en place sur le territoire de l'actuelle République de Moldavie pendant la période de l'entre-deux-guerres et qui ont profondément marqué l'identité moldave ¹². Ces deux modèles se retrouvent en conflit lors de la constitution de la RSSM en 1940, par la fusion contrainte entre la Bessarabie et la République Autonome Soviétique Socialiste Moldave (partie de l'URSS) : un conflit violent du fait de l'accélération forcée de la construction nationale de la nouvelle République soviétique. De plus, à l'instar des autres Républiques soviétiques ¹³, la Moldavie a été l'objet d'une politique de purification ethnique par

11 *Emobarometru – Republica Moldova*, 2005, édité par l'Institut des Politiques Publiques de Moldavie.

12 Il s'agit d'un modèle conçu et mis en place en Bessarabie roumaine entre 1918 et 1940, et le deuxième modèle promu dans la RASSM (Transnistrie) entre 1924 et 1940. Voir Negură, P., *Nationale par la forme, socialiste par le contenu. Littérature et politique en Bessarabie roumaine et Moldavie soviétique durant la période stalinienne*, thèse de Doctorat de l'EHESS, présentée et soutenue publiquement le 25 septembre 2007, p. 21.

13 Voir Runcis, A., « La formation des clivages et les partis politiques en Lettonie après l'indépendance », in De Waele, J.-M. (éd.), *Les clivages politiques en Europe Centrale et Orientale*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2004, p. 92.

des déportations massives en plusieurs vagues¹⁴ et d'une politique de russification par l'organisation de migration des cadres vers ce territoire. Mis à part quelques partis, qui demeurent insignifiants dans les compétitions électorales, les grands partis ne sont pas vraiment homogènes du point de vue ethnique. La constitution des partis régionaux ou ethniques est empêchée, dans une importante mesure, par la législation moldave relative à la constitution des partis politiques.

La dynamique du pouvoir

En Moldavie, les débuts difficiles de la transition, avec les inégalités sociales croissantes, ont favorisé, le plus souvent, les candidats qui prônaient la stagnation et même le retour au modèle socialiste antérieur. Dans la construction de leur offre électorale, les partis suivaient d'habitude un double objectif : d'une part, ils devaient convaincre l'électorat national et par conséquent accumuler un bon nombre de voix ; d'autre part, leurs leaders cherchaient une approbation de la part des organisations internationales et des gouvernements étrangers, afin d'obtenir leur reconnaissance et de bénéficier de leur soutien en cas d'arrivée au pouvoir. Par conséquent, il y avait souvent une différence, voire une opposition, entre un discours électoral construit en fonction de ces différents paramètres et les actions des partis politiques dans le cadre du Parlement.

En Moldavie, à l'instar de tout l'espace ex-soviétique, une révolution économique a été ébauchée dès le début de son indépendance. Le système d'économie planifiée a été bouleversé par la mise en place d'un système qui devait se soumettre aux règles du marché. Les premières années de la transition économique ont été marquées par la chute des indicateurs économiques et par une hyperinflation qui a appauvri considérablement la population. C'est seulement en 1993 qu'un programme de réforme a introduit une monnaie nationale accompagnée d'une politique monétaire stricte, approuvée par le FMI. Dans ce contexte, des désaccords sont apparus entre les députés élus durant la première décennie post-soviétiques au Parlement, tant sur la question des réformes économiques, que sur la question de l'identité nationale de la population majoritaire, sur l'étendue et la nature des droits des minorités, ou encore sur la politique extérieure de la Moldavie.

14 Les déportations des Bessarabiens vers les Goulags soviétiques sur les critères idéologiques ont eu lieu en quatre vagues : première vague 1940-1941 – à la constitution de RSSM, deuxième vague en 1944 – à la « libération » de la Bessarabie par l'URSS, la troisième vague en 1949 – des opposants à la collectivisation forcée, la quatrième vague en 1951-1952. Voir l'interview avec Anatol Petrenco, président de l'Association des Historiens de la République de Moldavie, réalisé par Dumitru Lazur, dans *Jurnal de Chişinău*, n° 294, 2 juillet 2004.

L'ancienne nomenklatura gagnante

Jusqu'au milieu des années 1990, en Moldavie, la protection des intérêts de la paysannerie constituait un enjeu politique très pesant du fait d'un degré de ruralisation assez important¹⁵. Dans une première étape, ce fut un parti constitué par l'ancienne nomenklatura agricole qui s'est déclaré défenseur des intérêts de la paysannerie.

En 1993, un scrutin anticipé devait mettre en place un Parlement capable d'accélérer les réformes socio-économiques et de développer la démocratie et le pluralisme politique. En fait, les députés sortants, élus en 1990, qui étaient membres soit de l'ancien PC, soit du Front populaire, se sont regroupés dans divers partis politiques constitués avec l'introduction du pluralisme. Comme l'ancien PC de la Moldavie soviétique a été déclaré hors la loi, les anciens nomenklaturistes ont formé plusieurs partis, dont le Parti Socialiste (PS) qui sensibilisait les couches défavorisées de la population (retraités, vétérans de guerre) et le Mouvement « Unité » (MUE) qui regroupait les minorités nationales, surtout russophiles. La nomenklatura agricole, très forte et qui s'érigeait en promoteur des droits des paysans, a fondé en 1991 un parti propre – le Parti Démocrate Agraire de Moldavie (PDAM)¹⁶. De l'autre côté, une partie importante des membres du Front populaire ont quitté la formation et on constitué d'autres partis politiques. Le FPM est devenu le Front Populaire Chrétien Démocrate.

À l'époque, les enjeux politiques les plus importants étaient l'indépendance, l'identité nationale, la poursuite des réformes économiques et la consolidation des institutions démocratiques nouvelles. Trois courants dominaient la vie politique : les indépendantistes, les adeptes de l'union avec la Roumanie et les partisans du rapprochement avec la Russie et la CEI dominée par celle-ci. Du point de vue de la stabilité étatique, le PDAM rassemblait une grande partie des indépendantistes, à côté d'une alliance sociale-démocratique (BSD) et d'autres formations plus petites. Parmi les promoteurs du rapprochement avec la Roumanie, on trouvait l'Alliance du Front Populaire Chrétien Démocrate (AFPCD) et une alliance des intellectuels avec des représentants de la paysannerie (BTI) vouée à équilibrer en quelque sorte la presque hégémonie du PDAM. Les partisans du rapprochement avec les structures pro-russes étaient représentés surtout par le PSMUE.

L'enjeu de l'identité ethnique se superposait de façon importante à celui de l'indépendance, en ce sens que les promoteurs de l'État indépendant se considéraient ethniquement comme des Moldaves, les pro-roumains se déclaraient ethniquement Roumains et que, dans le groupe des promoteurs des valeurs ex-soviétiques, on trouvait principalement des représentants des minorités nationales russophones.

15 Vers les années 1990 en République de Moldavie le poids de la population rurale constituait 53 %, contre 47 % de celle urbaine. Cf. les données du Bureau National de Statistique de la République de Moldavie disponibles sur : www.statistica.md.

16 Au scrutin parlementaire de 1994 les agrariens ont obtenu 43,18 % des voix (56 députés sur 104 sièges au Parlement), aux élections suivantes le PDAM ne décroche que 3,63 % des voix (0 députés, en vertu du seuil de 4 %).

La réforme économique, qui a pris un certain essor au début des années 1990, devait être poursuivie par le futur Parlement élu en 1994. Cependant, les débats sur les questions économiques n'ont pas trouvé la place qu'ils méritaient dans la campagne électorale. La plupart des leaders politiques n'ont pas discerné l'importance de cet enjeu, et ceux qui l'ont perçu ne lui ont pas accordé suffisamment de place dans leur discours électorale. La transition économique impliquait la mise en place d'une légalisation en matière de propriété privée, de privatisation, de libéralisation des prix. Toutes ces réformes, même impopulaires, étaient très importantes, voire essentielles, pour la réussite de la transition. Sur la question de la privatisation, les forces politiques proposaient des programmes différents¹⁷. Finalement la privatisation s'est faite selon des modalités avantageuses pour la nomenklatura active dans les entreprises, qui a pu s'enrichir considérablement en raison de prix de vente dérisoires.

La seule formation prônant la doctrine libérale était le Parti National Libéral, qui a participé aux élections comme partie de l'alliance des paysans et des intellectuels. Le manque d'expérience dans le domaine de l'économie libérale était total, tant chez les gouvernants que les gouvernés. La carence en cadres instruits, capables de mettre en oeuvre les réformes économiques démarrées en 1990, est à l'origine de leur échec et de l'aversion de la population vis-à-vis de l'économie non soviétique. Les gouvernants moldaves, qui politiquement se déclaraient ouverts à la transition libérale, essayaient de s'éloigner du système ancien, mais sans réussir à se rapprocher de l'économie de marché qui leur restait trop étrangère.

En même temps, les « défenseurs des travailleurs » étaient nettement plus nombreux. Ils bénéficiaient d'une large base électorale, car les idées d'égalité et d'équité sociales restaient les plus populaires dans un État post-communiste où tous les indicateurs de l'économie étaient en chute depuis le début de la transition.

Les agrariens ont gagné le scrutin, principalement à l'aide de l'électorat rural. Pendant la période soviétique, la nomenklatura agricole, constituée par les dirigeants des kolkhozes, était la plus influente en milieu rural. Dans un pays agricole comme la Moldavie dans ces années¹⁸, les agronomes, membres du PC aussi, étaient les leaders incontestables des villages. Dans un pays rural¹⁹ tel que la Moldavie, la majorité des

17 On avait, face à face, un programme mixte de vente d'une partie du patrimoine d'État et de distribution gratuite du reste et un programme populiste de distribution, totalement gratuite, de ce patrimoine.

18 L'application de la division socialiste du travail à l'échelle des Républiques constitutives de l'URSS a eu comme effet la spécialisation de la Moldavie dans la production agricole. Alors qu'elle ne représentait que 0,2 % du territoire de l'URSS, cette République assurait 2,3 % de la production agricole de la fédération, notamment dans la production de raisin et de tabac. Aussi cette spécialisation agricole a rendu l'économie moldave très dépendante de ses exportations dans la mesure où, naturellement, la production agricole excédait de beaucoup les capacités d'absorption du marché intérieur (ainsi en 1979, 92 % de la production de conserves, 70 % du vin, 94 % du tabac, 70 % du sucre se destinaient à l'exportation). Cf. Dulait, A., Boyer, A., *La Moldavie : bâtir les fondements de l'identité nationale*, Les rapports du Sénat, Commissions des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, n° 102, 1999-2000, pp. 11 et 12.

19 En conformité avec les données du Bureau National de Statistique de la République de Moldavie en 1990 52,9 % de la population habitait le milieu rural et 47,1 % en milieu urbain. En 2008, la

électeurs vivent en milieu rural. Naturellement, ils ont porté leurs voix vers leurs anciens leaders les plus crédibles au début de l'indépendance. La contestation du régime communiste n'a pas touché ces leaders, car ils étaient perçus tous comme des dirigeants économiques et non idéologiques. Quand le niveau de vie se mit à chuter, les électeurs ont naturellement donné leurs voix à ces dirigeants, encore très puissants et, de plus, favorables formellement à la défense de l'identité nationale à la fin des années 1980. Se considérant comme ethniques « Moldaves », plus éloignés des valeurs pro-roumaines que les intellectuels qui ont commencé ces luttes, les nomenklaturistes agrariens devenaient aussi les candidats idéaux pour la promotion de l'indépendantisme étatique de la République de Moldavie parmi la nombreuse paysannerie.

L'électorat urbain répartit ses suffrages principalement entre les promoteurs des valeurs nationales et ceux qui s'érigeaient en défenseurs des intérêts des minorités nationales. Cette division correspondait au clivage centre/périphérie sous son aspect social : nationaux/minorités nationales. Dans le premier groupe, il y avait les promoteurs les plus ouverts du roumanisme (AFPCD) et les intellectuels, plus modérés, qui se sont reliés à un parti paysan (BTI), afin de toucher – aussi – cette partie de l'électorat.

La nomenklatura agricole, et partiellement celle administrative, sont sorties gagnantes du scrutin de 1994, principalement grâce à l'électorat rural, mais, aussi, aux minorités nationales. Le Gouvernement a été formé par le PDAM, en coalition avec le PSMUE. Le Premier ministre du Gouvernement précédent, A. Sangheli, a formé un nouveau Gouvernement comprenant des ministres représentant les deux formations.

Après avoir échoué dans tous les domaines de la réforme, l'équipe de Sangheli fut remplacée à la veille du scrutin parlementaire suivant. Le nouveau Gouvernement dirigé par un nouveau Premier ministre, I. Ciubuc, a été nommé le 24 janvier 1997 et a bénéficié du soutien du nouveau Président P. Lucinschi, élu en 1996 et, aussi, de celui de la majorité parlementaire.

Le temps des démocrates

La réapparition d'un parti communiste sur la scène politique de la République de Moldavie, très vite après son interdiction, sous prétexte du respect de pluralisme réel, a joué un rôle majeur dans la vie politique ultérieure. Fervent promoteur des valeurs communistes, ce parti, même sous un nom légèrement changé, apparaissait comme profondément antidémocratique et anticapitaliste du fait de son opposition constante aux réformes démarrées dans ce pays.

La défaite du Gouvernement précédent dans les domaines clés de la transition économique – privatisation, reconstruction des entreprises, réorganisation de l'agriculture et de l'industrie –, mais aussi l'écroulement des mécanismes de la protection sociale sont des facteurs qui ont fortement contribué à la réorientation de la majorité

proportion est de 58,7 % rural contre 41,3 % urbain. Données disponibles sur : <http://www.statistica.md/pageview.php?l=ro&cidc=334&cid=2338>.

de l'électorat moldave vers les partisans du retour aux solutions communistes. Dans le même temps, la pauvreté croissante de la paysannerie, imputée à juste titre à la politique de la majorité agrarienne du Parlement, a déterminé sa réorientation vers le PCRM, comme ce fut aussi le cas pour les couches les plus défavorisées de la société. L'offre électorale des « nouveaux » communistes adoptait un langage très simple, accessible aux masses déçues par la politique des démocrates. Cette offre renouait avec d'anciens préjugés : « une sécurité sociale garantie dans le communisme », « la richesse des magasins pendant le socialisme », « l'aisance des travailleurs », « les communistes défenseurs des opprimés ». Ce discours simpliste allait droit au cœur de ceux qui admettaient le « communisme au visage humain » et qui, en outre, n'ont jamais été de fervents partisans de la démocratie, dont ils ignoraient le système de valeurs.

Sous l'exemple d'une alliance démocratique arrivée au pouvoir dans la Roumanie voisine, les forces moldaves ouvertes à celle-ci se sont alliées dans une Convention démocratique (CDM) aux élections parlementaires suivantes de 1998. Ses membres se déclaraient pro-occidentaux, ouverts aux valeurs européennes. Dans sa campagne la CDM prônait également une réforme de la structure administrative-territoriale de Moldavie selon le modèle occidental de l'administration locale.

Le scrutin parlementaire de 1998 a apporté la victoire à deux catégories de forces : les communistes et les démocrates, les premiers réunis dans un seul parti (PCRM), les seconds représentés par plusieurs partis, ou coalitions de partis, d'orientation démocratique (PMDP, PDF, CDM).

Le PDAM, affaibli par de nombreuses luttes intestines, a souffert une défaite après les nombreux échecs du gouvernement précédent. Par ailleurs il a été affaibli par le départ de ses rangs de plusieurs leaders politiques²⁰. Un autre revers pour le PDAM fut la « fuite » de certains de ses membres, au niveau local, qui ont « grossi » les rangs du PCRM²¹. Par la suite le PDAM n'a même pas réussi à franchir le seuil des 4 % en restant « à la porte » du nouveau législatif.

Après le scrutin, les communistes, ayant obtenu 40 mandats de députés, se montrèrent disposés à collaborer avec toute force disponible au nouveau Parlement. Cependant, à l'époque, aucun des autres partis siégeant à la Chambre (CDM, PMDP, PFD) n'envisageait un Gouvernement avec les communistes. En revanche, après des négociations, ces partis ont réussi à former l'Alliance pour la Démocratie et des Réformes (ADR) qui rassemblait la CDM, le PMDP et le PFD. Le nouveau Gouvernement a été formé par le Premier ministre du Gouvernement précédent I. Ciubuc et réunissait des ministres représentant les membres de l'ADR.

20 Comme l'ex-Président M. Snegur ou l'ex-vice-président du Parlement D. Diacov. Le premier a formé le PRCM (le Parti de la Renaissance et de la Conciliation de Moldavie) qui participait au scrutin de 1998 en alliance avec un autre parti, le FPCD. Le deuxième qui, en sortant du PDAM, a attiré une importante aile de ses membres contestant la politique du leader des agrariens D. Moșpan, a organisé par la suite le Mouvement pour une Moldavie Démocratique et Prospère (PMDP).

21 Les deux autres formations qui ont été affaiblies par la réapparition du PCRM furent le Parti socialiste eu une autre formation de même facture, le MUE. Leurs membres se sont désengagés en faveur des communistes, alors en pleine ascension.

Durant le gouvernement des démocrates plusieurs Premiers ministres se succédèrent à la tête du Gouvernement²². Des difficultés majeures dans l'avancement de la réforme économiques, dues notamment aux répercussions de la crise financière russe sur l'économie moldave, mais aussi l'absence de cohésion entre les leaders de plusieurs formations parlementaires démocratiques, ont affaibli considérablement leur crédibilité et les ont faits échouer au bout de trois ans. Les dissensions profondes entre les titulaires des plus hautes fonctions dans l'État (Président et Parlement), de nature personnelle, liées aux ambitions de pouvoir, ont mené finalement aux élections parlementaires anticipées de 2001.

Les « nouveaux » communistes au pouvoir

La lenteur de la transition en Moldavie entre les années 1998-2000 a suscité un désenchantement croissant chez les Moldaves à l'égard de la « démocratie » pratiquée par leurs leaders politiques. Le choix des solutions populistes au détriment des réformes libérales dans l'économie n'a abouti qu'à accroître la paupérisation de la population²³. L'application tardive de quelques mesures pour redresser la situation économique du pays n'a pas pu accroître la popularité des démocrates. Le vote de 2001 a été perçu plutôt comme un « *vote de protestation* »²⁴ porté contre les démocrates que comme un « vote de confiance » accordé aux communistes. Il ne faut pas négliger cependant le fait que, dans les conditions de l'époque, les promesses populistes des communistes dans la campagne de 2001 devenaient vraiment très crédibles. Leur campagne électorale a été fondée principalement sur la reconstruction d'une mémoire positive des années soviétiques. L'incapacité des gouvernements précédents de mettre en place une économie de marché a attiré la nostalgie de l'électorat pour la période soviétique. Par ailleurs, le message électoral des communistes annonçait une large gamme de solutions en accord avec les attentes des électeurs : la baisse des prix,

22 Le 1^{er} février 1999, I. Ciubuc démissionne inopinément et le Président Lucinschi nomme un autre Premier ministre, Ion Sturza, vice-Premier et ministre de l'Économie du Cabinet Ciubuc (II). Suite aux dissensions croissantes dans le Parlement, l'ADR est rompue et une nouvelle majorité est formée par un accord informel entre les chrétiens-démocrates et les communistes, avec des indépendants ayant quitté d'autres formations parlementaires. Le 9 novembre, cette majorité vote la démission du Gouvernement Sturza, avec l'accord du Président P. Lucinschi. Finalement, le 21 décembre 1999, après plusieurs essais de nomination, un autre Premier ministre, D. Braghiș, est nommé avec son équipe.

23 À la veille du scrutin parlementaire de 2001, 75 % de la population de Moldavie vivait avec moins 2 dollars par jour et 50 % – avec moins d'un dollar par jour. Cf. Prohnițchi, V., « Reformele economice în Moldova » (Les réformes économiques en Moldavie), dans Boțan, I., Bușcaneanu, S., Chitoroagă, T., Gutium, I., Mamaliga, M., *Tanziția: retrospectivă și perspectivă* (La transition : rétrospectives et perspectives), Gunivas, Chișinău, 2002.

24 Voir, par exemple, Munteanu, I., « Alegerile din Republica Moldova. Paradoxurile scrutinului de la 6 martie » (Les élections dans la République de Moldova. Les paradoxes du scrutin du 6 mars), article disponible en ligne sur : <http://romania-moldova.org>.

le doublement des salaires des employés dans la sphère budgétaire, l'enseignement supérieur gratuit, la lutte contre la corruption, etc.²⁵.

Outre les « nouveau » communistes plusieurs formations politiques démocratiques, réunies en alliances ou seules, ont participé au scrutin de 2001. Finalement, ses résultats se présentent comme une défaite majeure des forces démocratiques. Sur le fond des difficultés de la transition économique, le PCRM a su absorber un segment très large de l'électorat, allant d'anciens partisans du communisme aux autres catégories d'électeurs déçus par les gouvernements précédents. Plusieurs facteurs ont déterminé l'échec des partis d'orientation démocratique : un seuil de représentation très élevé imposé pour l'accès au Parlement²⁶, un manque de cohésion dû à l'orgueil de leurs leaders et la détérioration de leur image auprès de la population, suite à leur gouvernement antérieur.

La majorité en voix donnée aux communistes s'est transformée en une majorité écrasante en mandats parlementaires : 50,07 % des voix leur ont valu 71 places dans la nouvelle Chambre de 101 sièges. Le Parti Populaire Chrétien Démocrate (PPCD), ayant soutenu, à coté des communistes, l'accroissement du seuil électoral, a obtenu 11 mandats de députés, avec 8,24 % de voix. Le Bloc Électoral « Alliance Braghiș » (BEAB), réuni autour du Premier ministre sortant, D. Braghiș, a été la seule alliance entrée au Parlement avec 13,36 % de suffrages favorables, soit 19 mandats de députés.

Après quatre ans de gouvernement communiste une croissance économique a pu être dégagée. Pourtant, les analyses montrent clairement qu'en réalité à l'origine de cette croissance se trouvent les réformes structurelles engagées par les Gouvernements précédents des démocrates (Sturza et Braghiș). Par ailleurs, cette croissance ne pouvait se perpétuer que grâce aux importants transferts d'argent effectués par les Moldaves expatriés travaillant à l'étranger. Néanmoins, les communistes ont su cueillir les fruits de cette croissance en s'en attribuant tous les mérites. Des analyses révèlent aussi un autre facteur qui a contribué substantiellement à la croissance économique enregistrée entre 2001 et 2005 – l'évolution économique régionale²⁷, qui ne doit rien au Gouvernement communiste. En fait, rien n'a été changé du point de vue structurel dans l'économie moldave durant cette période. L'agriculture est restée très arriérée, le financement des constructions sporadique et le secteur des services demeurerait faible.

25 Voir « Esența programului PCRM » (L'essence du programme du PCRM) dans, *Comunistul*, n° 1, 12 janvier 2001.

26 Les modifications opérées dans la législation électorale en 2000 ont élevé le seuil de représentation de 4 % à 6 %, tant pour les partis seuls que pour les alliances de partis. Ce seuil, trop élevé pour la Moldavie, a conduit à une polarisation accentuée des forces au Parlement, dont le PCRM a notamment profité. En effet, les voix des deux partis d'orientation démocratique, se situant au-dessous du nouveau seuil (PRC – 5,71 % et PDM – 5,02 %), ont été redistribuées aux communistes par suite de l'application de la formule de calcul des restes (système D'Hondt). Si l'ancien seuil de représentation de 4 % avait été conservé, les partis démocratiques auraient eu plus de poids dans le Parlement de 2001, ce qui aurait ainsi mieux équilibré le rapport communistes – démocrates dans cette législature.

27 La majorité des partenaires commerciaux de la République de Moldavie ont enregistré des croissances économiques significatives dans cette période, ce qui a influencé la demande interne pour les produits de provenance moldave. Voir Gotișan, I., « Retrospectiva anului 2003 » (La rétrospective de l'année 2003), e-journal, an. II, n° 23, 28 janvier 2004.

La manipulation excessive de l'appareil administratif et des médias par le PCRM au gouvernement précédent explique les choix de l'électorat moldave dans le scrutin parlementaire de 2005, favorable de nouveau aux communistes.

À la veille du scrutin de 2005, le PCRM change totalement son discours électoral par rapport à celui de sa campagne précédente, celle de 2001. Cette stratégie visait à annihiler les points forts du message des l'opposition. L'ouverture pro-européenne et l'opposition à l'occupation russe en Transnistrie renforçaient l'image des « nouveaux » communistes, « modérés » et « patriotes ». Un des enjeux principaux du scrutin de 2005 était le rapprochement avec l'Union européenne. Concrètement, cela visait la mise en œuvre du *Plan d'Action UE – Moldova* dans le cadre de la *Nouvelle Politique de Voisinage de l'UE*, ce qui devait influencer, par ailleurs, le règlement du conflit « gelé » relatif à la Transnistrie. Dans ce contexte, le PCRM, bien placé dans les sondages à la veille du scrutin, devait seulement légitimer sa réussite en politique extérieure. Le déluge de déclarations émises avant le scrutin par des organisations et gouvernements étrangers (le Parlement européen, le Sénat et le Département d'État des États-Unis, l'OSCE, etc.) révélait leur soutien donné aux mêmes communistes.

Le changement dans l'approche du PCRM a pu être remarqué aussi dans l'établissement de rapports favorables avec les leaders des courants révolutionnaires des divers pays dans la région, de l'Ukraine, de la Géorgie ou de la Roumanie²⁸.

L'opposition faible aux communistes, alliée dans le Bloc pour une Moldavie Démocratique (BMD), réunissait plusieurs partis des démocrates et des libéraux (PDM, PAMN, PSL). Ils prônaient le changement de la « couleur » du pouvoir et le voyaient comme condition impératif de l'intégration européenne. Les propositions du BMD se référaient tant au changement en politique extérieure (orientation pro-occidentale, retraite de CEI), qu'aux politiques et aux réformes internes (augmentation de salaires, des bourses et des retraites, création de lieux de travail, réduction des impôts, perfectionnement du système d'assurance sociale, etc.).

Indépendamment des stratégies appliquées du PCRM dans sa campagne électorale, une circonstance particulière l'a favorisé : les multiples confrontations entre ces deux concurrents principaux de l'opposition, le BMD et le PPCD²⁹. Ce qui révélait, de nouveau, l'incapacité des forces d'orientation démocratique à se mettre d'accord afin d'atteindre une gouvernance efficace.

En 2002, le seuil de représentation pour siéger au Parlement moldave fut de nouveau changé en dépit des critiques continues des experts internationaux. Cette fois, le législateur exigea un pourcentage différent pour chaque catégorie de candidats. Désormais, un parti se présentant seul devait rassembler au moins 6 % de suffrages ;

28 L'invitation du Président roumain T. Basescu à Chișinău, la visite entreprise par V. Voronine à Kiev, sur fond des changements « oranges » intervenus en Ukraine, la rencontre avec M. Saakashvili à Chișinău.

29 Le PPCD, orienté traditionnellement vers l'électorat nationaliste pro-roumain, a rassemblé la majorité de ces électeurs, notamment parce que ses adversaires étaient moins connus et faiblement organisés. En outre, le PPCD avait l'avantage de bénéficier des mérites de l'ancien Front populaire moldave, même si la présidence de cette formation en 2005 était totalement différente, par ses convictions comme par ses actions.

une alliance électorale formée de deux partis 9 %, et les alliances composées de trois ou plusieurs partis 12 %. Par la suite, la structure du Parlement nouvellement élu fut la suivante : PCRM – 56 mandats de député, le BMD – 34 sièges et le PPCD – 11 mandats. De nouveau, les communistes sont sortis gagnants, mais cette fois il ne disposait plus d'une majorité suffisante à l'élection indépendante du Président de la République.

Les vraies raisons de la nouvelle victoire des communistes est étroitement liée à leur position d'organisateur du scrutin. Les critiques des experts internationaux portaient notamment sur l'échec de l'administration moldave à respecter certains engagements et standards indispensables pour un processus électoral véritablement concurrentiel. Il s'agissait surtout des conditions concernant le déroulement de la campagne électorale et l'accès aux médias qui n'ont été ni suffisantes, ni équitables. Par ailleurs, l'image des communistes a été défendue, voire promue, tout au long de leur mandat (depuis 2001) par la majorité des médias asservis au pouvoir, en réanimant les habitudes de l'époque soviétique.

Les 56 mandats de députés obtenus par le PCRM lui donnaient le droit d'élire la direction du Parlement, comme aussi celui d'investir le Gouvernement. Une coopération des communistes avec les autres formations parlementaires s'imposait pourtant en vue de l'élection du Président de la République exigeant 61 voix. Finalement, un compromis fut trouvé entre le PCRM et les autres partis parlementaires, dont certains membres³⁰ ont donné leur voix pour le leader des communistes, V. Voroninne, le Président sortant. Ce « consensus national » devait unir toutes les forces parlementaires pour la réalisation des buts communs dans la politique interne et externe du pays. Cette collaboration entre les démocrates et les communistes se faisait au détriment de la confiance des électeurs ayant voté pour les démocrates et à leur grande déception. Sans tomber dans l'illusion de la possibilité de former un « Gouvernement d'unité nationale » rassemblant les représentants des partis parlementaires, cette dernière option aurait supposé un Gouvernement communiste, mais qui ne pouvait cependant être installé sans l'élection préalable d'un Président.

Les Moldaves gravement touchés par les difficultés de la transition ont fait renaître un parti communiste. Le PCRM, en se servant de la position de parti gouvernant et en changeant son discours électoral en fonction des nécessités internes et externes du pays, a pu se réaffirmer aisément en 2005. On a pu constater que pour le PCRM populiste, éloigné en fait de l'idéologie de ses ascendants, l'appellation de « communiste » est devenu un *brand* convenablement exploité dans des buts électoraux, afin de mobiliser les nostalgiques de l'époque précédente, désenchantés de la prestation des démocrates.

Un autre élément décisif dans l'échec des quelques tentatives de contestation des résultats du scrutin législatif de mars 2005 est devenu un argument fort pour les communistes, immédiatement après ce scrutin. Il s'agit du *Rapport commun d'observation des élections des observateurs européens*, assez favorable à l'administration en place.

30 Finalement, sans avoir leur propre candidat aux présidentielles, les 8 députés de la fraction du PD, 11 de celle du PPCD et 3 députés du PSL ont voté à côté des députés du PCRM l'élection du Président.

De sorte que les arguments utilisés dans les cas ukrainien et géorgien, où l'honnêteté des scrutins a été contestée par les observateurs européens et américains, ont fait défaut dans le cas moldave.

Les métamorphoses du régime politique

La récusation de l'ancienne législation soviétique, comme fondement du régime totalitaire, ne mena pas immédiatement à une large ouverture vers un *habitus* démocratique. L'observation de l'évolution des États post-soviétiques dévoile très souvent des parcours inattendus, d'un régime totalitaire uniformisant à des régimes présidentialisés fondés sur une forte « verticalité » du pouvoir, comme un héritage pervers, la spécificité du post-communisme soviétique. Hormis les États baltes, dans toutes les autres Républiques ex-soviétiques on a pu observer une tendance au déséquilibre entre les autorités étatiques, en faveur d'un Président hégémonique, transformé en leader presque absolu. En Moldavie, la réforme constitutionnelle de 2000 a induit le même parcours en dépit des effets normalement recherchés par les nouvelles règles.

L'analyse des attributions données au Président par la loi au début de la transition, en 1990, dévoile un chef d'État investi de pouvoirs importants à la fois en politique intérieure et en politique extérieure. Il était le garant de l'égalité en droit, de la liberté des citoyens et du respect de la Constitution. Il était chargé de prendre les mesures nécessaires à la défense de la souveraineté du pays et de son intégrité territoriale. L'adoption de la nouvelle Constitution, en 1994, a renforcé la position de l'institution présidentielle. Elle proclame d'emblée que le Président est le « *Chef de l'État* » qui « *représente l'État* » et qui est « *le garant de la souveraineté, de l'indépendance nationale, de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays.* » (art. 77, al. 1). La Constitution maintenait le suffrage universel direct pour la fonction présidentielle. La raison d'un tel choix réside dans la nécessité de conférer à la fois une légitimité et un support populaire au détenteur de la fonction présidentielle, dans la recherche d'un équilibre avec le Parlement. Les deux Présidents moldaves élus directement par le peuple ont été Mircea Snegur (1991-1996) et Petru Lucinschi (1996-2001).

Au début de la transition, des circonstances favorables ont aidé M. Snegur à devenir le candidat des réformateurs à la Présidence. En Moldavie, le mouvement de libération nationale s'est superposé au mouvement des réformes démocratiques. Les mêmes élites devaient remplir une double qualité : promoteurs de l'émancipation nationale et réformateurs. Snegur, loin d'être le leader incontestable de ces élites, fut le candidat choisi par les membres du Front populaire afin d'amoindrir le clivage entre les intellectuels nationalistes réformateurs et la population majoritairement rurale d'un pays encore agricole. La stratégie des intellectuels n'a pas fonctionné sur le long terme. Très rapidement, ce clivage s'est approfondi davantage avec le concours des ex-communistes, qui se sont rapidement réorganisés. La nomenklatura rurale, réunie dans un parti représentatif, le PDAM, d'une part, et celle des villes, rassemblée sous

l'étiquette socialiste dans le PSMUE, d'autre part, sont devenus les deux éléments les plus puissants après les élections parlementaires de 1994.

À la veille des élections présidentielles suivantes (1996), P. Lucinschi était le président du Parlement. Les antagonismes entre le courant pro-roumain et les partisans du rapprochement avec la CEI marquaient encore la vie politique de la Moldavie. En 1995, sur fond de dégradation continue de la vie économique, la dispute « linguistique »³¹ intensifia la rivalité politique entre le Président sortant Snegur et Lucinschi dans la lutte aux présidentielles. Cette situation aboutit au départ de Snegur du Parti des agrariens et la création, sur son initiative, d'une autre formation, le Parti de la Renaissance et de la Conciliation de Moldavie (PRCM), vouée à le soutenir dans le scrutin approchant. Néanmoins, les présidentielles furent remportées par P. Lucinschi, avec l'appui de la partie « russophone » de la population de Moldavie, y compris de la Transnistrie. Comme on a pu l'anticiper, le nouveau Président se fit le promoteur du renforcement des relations avec la Russie et la CEI.

Les élections parlementaires de 1998 ont amené une majorité communiste au Parlement. Bien que détenant une majorité simple de mandats parlementaires, le PRCM a été poussé dans l'opposition par la coalition des partis d'orientation démocratique arrivés au Parlement. Après la constitution de l'Alliance pour la Démocratie et des Réformes (ADR) et le Président Lucinschi a pu nommer son candidat Ion Ciubuc, de nouveau, Premier ministre. Un an après les élections parlementaires, en mars 1999, après la démission de Ciubuc, un deuxième Gouvernement ADR, avec Ion Sturza à sa tête, fut investi. Ce dernier n'est resté Premier ministre que quelques mois, jusqu'en décembre de la même année. Le Cabinet Sturza est démis suite à la perte de l'appui de la majorité parlementaire. En décembre 1999, Dumitru Braghîș fut désigné pour constituer un nouveau Cabinet, au moment où il bénéficiait du soutien de la majorité parlementaire (PCRM, PPCD, PD), et, surtout, de l'appui de Lucinschi. Néanmoins, la fragmentation de la vie politique et les rivalités entre le Président de la République et les leaders des partis parlementaires ont déterminé le premier à engager une large révision constitutionnelle.

Durant l'année 1999, Lucinschi fut l'initiateur de plusieurs projets de réforme constitutionnelle. Ces nombreuses tentatives de transformer le régime politique de la Moldavie par l'accroissement des prérogatives présidentielles ont suscité finalement la mobilisation du Parlement. Loin de réussir dans sa démarche Lucinschi s'est retrouvé « puni » et marginalisé par une majorité parlementaire constituée *ad hoc*. La révision constitutionnelle de 2000 a eu des effets très importants sur la vie politique ultérieure de la République de Moldavie. Le régime institué est pleinement parlementaire, avec un Président désormais élu au suffrage indirect par l'Assemblée. Il est élu dès le premier tour de scrutin, si un candidat a rassemblé les trois cinquièmes des voix des députés. Dans le cas contraire, un deuxième tour est organisé, auquel se présentent les

31 Au centre de la capitale Chișinău, ont été organisées des grèves, dont les revendications étaient liées à l'amendement de l'art. 13 de la Constitution de 1994 qui proclame le « moldave » langue d'État, alors que celui-ci n'est, à l'instar de l'identité nationale moldave proclamée « différente » de l'identité roumaine, qu'une création des « laboratoires » de propagande stalinienne.

deux candidats ayant réuni le plus grand nombre de voix parlementaires. L'élection de l'un d'eux est conditionnée par l'obtention du même nombre de voix favorables, soit les trois cinquièmes des voix de l'Assemblée. En cas d'un nouvel échec, des élections présidentielles sont à nouveau organisées, dans les mêmes conditions. Lors des nouvelles élections présidentielles, si aucun candidat ne réunit les trois cinquièmes des suffrages, le Président en exercice dissout l'Assemblée et établit la date des élections législatives anticipées.

En Moldavie, comme dans les autres États post-communistes, les élites politiques ont cherché dès le début de la transition démocratique à créer un modèle institutionnel qui aurait garanti leur capacité d'action dans l'évolution ultérieure du régime politique. Dès le début des années 1990, la construction d'un système institutionnel propre au régime semi-présidentiel, avec un chef d'État élu au suffrage universel et un Gouvernement responsable devant le Parlement, était destinée à assurer l'équilibre entre les pouvoirs dans une société en pleine transition, et à limiter les risques d'un dérapage vers un système autoritaire pyramidal, compte tenu de l'expérience antérieure de ce pays. Au lieu de se poser en « régulateur » de la vie politique, qualité intrinsèque de son rôle même dans un régime semi-présidentiel, le chef de l'État moldave a été, au contraire, l'initiateur de la crise politique, démarrée par une campagne de dénigrement contre le Parlement. Les buts suivis par Lucinschi étaient de nature électorale : rendre le pouvoir législatif responsable de la gouvernance ratée et discréditer les leaders des formations parlementaires, les principaux contre-candidats aux élections présidentielles de l'année 2000. Sa confiance dans la rhétorique pro-présidentielle des communistes, alors majoritaires au Parlement, a été trahie quand ces derniers ont favorisé la tenue d'élections parlementaires anticipées. Les communistes, frustrés par leur marginalisation, après 1998, dans un Parlement où ils étaient majoritaires, ont franchi un pas décisif dans la reconquête du pouvoir par leur accord sur la tenue d'élections parlementaires anticipées. Leur stratégie a donné des résultats en leur apportant une victoire écrasante lors des élections parlementaires du 25 février 2001.

L'évolution du régime politique moldave du modèle semi-présidentiel au modèle parlementaire a surtout été due à des visées électorales, au-delà de la nécessité d'assurer une stabilité gouvernementale après une période d'intense confrontation entre le Président de la République et le Parlement. Même si, en théorie, le Parlement en sortit gagnant, en réalité, l'élection à la Présidence du pays du dirigeant du parti majoritaire au Parlement (PCRM) a conduit à la construction d'une forte « pyramide » du pouvoir : le chef de l'État s'est confondu avec le dirigeant du parti parlementaire majoritaire. Cette situation a transformé le Parlement en une simple « machine de vote », sans opposition. Le Premier ministre V. Tarlev, qui est demeuré, jusqu'à sa désignation dans cette fonction, « un inconnu » politiquement, a transformé son Cabinet en un simple rouage exécutant des décisions présidentielles. Ainsi, dès l'arrivée du PCRM au gouvernement, la séparation des pouvoirs est devenue une notion théorique sans réelle application possible en République de Moldavie. Le présidentielisme communiste a été renforcé davantage après la reconquête du pouvoir suite aux élections parlementaires suivantes (2005).

La confiance des Moldaves dans la démocratie

À la veille du scrutin du 5 avril 2009, le gouvernement des communistes avec le Président Voronine en tête, en même temps dirigeant du parti communiste majoritaire au Parlement, était apprécié plutôt dans des termes négatifs³². Les observateurs craignaient des fraudes massives de la part des gouvernants sortants, qui devaient organiser le scrutin³³. En 2008, ils avaient voté l'interdiction des coalitions électorales, en élevant, par la même loi, le seuil électoral de 4 à 6 % pour les partis politiques. Dans leurs rapports d'observation, les experts internes, réunis dans la « Coalition 2009 », ont jugé les élections du 5 avril comme « *incorrectes et partiellement libres* »³⁴. Quant au rapport commun des observateurs étrangers (l'OSCE/ODIHR, l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement Européen), il donnait des conclusions positives sur la légalité du scrutin, conclusions qui ont été fortement contestées tant par les observateurs nationaux que par certains experts étrangers³⁵.

Avec 49,48 % de suffrages favorables le PCRM arrivait, de nouveau, en tête des partis parlementaires, recevant 60 mandats de député sur 101 sièges parlementaires. Les autres partis arrivés à la Chambre étaient le Parti Libéral (PL) dirigé par Mihai Ghimpu avec 13,13 % de voix (15 députés), le Parti Libéral Démocrate de Moldavie (PLDM) de Vlad Filat avec 12,43 % (15 sièges) et l'Alliance « Moldova Noastră » (AMN) dirigée par Serafim Urechean 9,77 % de suffrages (11 sièges). Ces résultats donnaient aux trois partis de l'opposition un total de 41 sièges, en leur permettant de disposer d'une minorité de blocage contre les communistes. Aux derniers, une seule voix manquait pour élire le nouveau Président.

La déception des électeurs de l'opposition, en grande majorité des jeunes, les conduisit le 6 avril au centre de la capitale pour des protestations pacifiques contre ces résultats. Le 7 avril, les manifestants sont débordés par des provocateurs qui saccagent les bâtiments du Parlement et de la Présidence de la République, au-dessus desquels ils ont hissé les drapeaux de la Roumanie et de l'Union européenne. Au moins, une personne a été tuée lors de ces événements et beaucoup d'autres blessées. Les forces de police ont arrêté de nombreux manifestants. La brutalité et la violence des arrestations, ainsi que le harcèlement des médias indépendants par les organes de la police et de la sécurité dans les jours suivants, ont été condamnées officiellement par une Résolution

32 Voir Boțan, I., « Moștenirea lui Voronine » (L'héritage de Voronine), interview réalisée par Armand Goșu dans la *Revue* 22 du 3 mars 2009.

33 Voir Serebrian, O., « Așteptăm observatori din România la alegeri – Comuniștii pregătesc fraudarea alegerilor » (Nous attendons des observateurs de la Roumanie aux élections – les communistes préparent la fraude des élections), Interview réalisée par Goșu, A. dans la *Revue* 22 du 24 mars 2009.

34 Voir les Rapports d'observation des élections parlementaires du 5 avril 2009 de la « Coalition 2009 » disponibles en ligne sur : <http://www.e-democracy.md/elections/parliamentary/2009/monitoring/>.

35 La baronne Emma Nicholson, qui a fait partie de la mission d'observation électorale d'avril 2009, a critiqué le Rapport final de cette mission. Commentaires disponibles en ligne sur : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7989377.stm>.

expresse du Parlement européen sur la situation en Moldavie, laquelle demandait également une enquête spéciale sur les cas de décès lors de ces événements³⁶.

Dans ces conditions, les leaders de l'opposition ont refusé toute négociation politique avec le PCRM. Il ne restait plus alors au leader des communistes Voronine qu'à dissoudre le Parlement, ayant échoué à élire le nouveau Président lors de deux tentatives organisées conformément à la Constitution (20 mai et 3 juin 2009). Les élections anticipées ont été fixées au 29 juin. Dans un climat de polarisation accentuée de la société après les événements des 6-7 avril 2009, la campagne s'annonçait très dure et très agressive. Lors de la campagne M. Lupu, ex-président du Parlement (2005-2009) et « n° 2 » sur la liste des communistes au scrutin précédent, passe dans le camp des démocrates. En s'autoproclamant « réconciliateur de la guerre politique », Lupu est devenu tête de liste du Parti Démocrate.

Juste avant ce scrutin, le seuil électoral a été de nouveau modifié et fixé à 5 % pour les partis politiques, tandis que le seuil de participation électorale pour la validation des élections était abaissé à 1/3 des électeurs et le seuil de participation pour la validation des élections répétées se voyait désormais abrogé.

Le scrutin anticipé du 29 juillet amène cinq partis politiques dans le nouveau Parlement : le PCRM, le PLDM, le PL, le PDM et l'AMN. Par conséquent, il y a, de nouveau, une polarisation entre, d'un côté, les forces politiques d'orientation démocratique (53 mandats) et, de l'autre, les communistes (48 mandats). Cette polarisation reflète, en réalité, le clivage accentué de la société entre les anticommunistes et les procommunistes. Cette fois, les partis qui constituaient l'opposition dans la Chambre précédente prennent l'avantage, en devançant les communistes avec 5 mandats de député. Les partis d'orientation démocratique se retrouvent ainsi majoritaires pour élire le président du Parlement. Pourtant, cette alliance libérale-démocrate s'avérerait insuffisante pour élire un nouveau chef d'État, faute d'avoir la majorité qualifiée de 61 députés. Si le régime parlementaire moldave requiert un vote de confiance de l'Assemblée pour la nomination du Gouvernement, en revanche il revient au Président de la République de nommer le Premier ministre, en vue de la formation du Gouvernement. Le Premier ministre doit être nommé après consultation de la majorité parlementaire par le Président. La Constitution a voulu créer un équilibre entre les pouvoirs, en leur donnant des leviers pour une influence réciproque. Mais on observe, en même temps, que les dispositions constitutionnelles pourraient mener à un blocage institutionnel lorsque, au Parlement, une alliance n'est pas assez solide.

Dans le nouveau Parlement, les partis démocratiques ont formé l'Alliance pour l'intégration européenne (AIE) se conformant à la volonté de la majorité de leurs électeurs. Il faut rappeler que l'analyse des données du *Baromètre de l'opinion publique* de novembre 2010³⁷ montre que, dans l'éventualité d'un référendum sur l'adhésion de la

36 Voir le communiqué de presse du Parlement européen sur la Résolution adoptée, disponible en ligne sur : http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/030-55247-124-05-19-903-20090506IPR55246-04-05-2009-2009-false/default_fr.htm.

37 *Baromètre de l'Opinion Publique*, édité par l'Institut des politiques publiques de Moldavie, Chisinau, novembre 2010. Données disponibles sur : <http://ipp.md/lib.php?l=ro&idc=156&year=2010>.

Moldavie à l'UE, 62,6 % de citoyens se prononceraient pour. À la question de savoir quelle devrait être la stratégie de la Moldavie dans sa politique extérieure, 34 % considèrent l'intégration européenne comme une priorité, 25 % plaident pour une intégration à la fois à l'Union européenne et à la Communauté des États Indépendants, tandis que 16,2 % souhaiteraient une intégration approfondie dans la seule CEI³⁸.

La configuration du Parlement élu le 29 juillet 2009 a provoqué, de nouveau, un blocage institutionnel quant à l'élection présidentielle. Conformément à la Constitution moldave, deux échecs du Parlement pour élire un Président de la République entraînent automatiquement sa dissolution et l'organisation d'une élection anticipée. Les leaders des quatre partis de l'AIE ont partagé les fonctions clés de la manière suivante : Mihai Ghimpu (PL) est devenu le président du Parlement, Vlad Filat (PLDM) a été nommé comme Premier ministre, Serafim Urechean a accepté la fonction de vice-président de la Chambre et Marian Lupu a été désigné candidat de l'AIE aux élections présidentielles. Cependant, le plan des démocrates a souffert un échec, faute de nombre suffisant de voix, leur candidat n'a pas pu être élu à la présidence du pays.

La stratégie des partis démocratiques de se maintenir au pouvoir a envisagé l'organisation d'un référendum constitutionnel auquel les électeurs devaient se prononcer sur la réintroduction des élections universelles directes pour la fonction de Président de la République. Ce référendum a été tenu le 5 septembre 2010 sans aucune issue, faute de participation exigée pour sa validation. Par ailleurs, les communistes ont porté une campagne contre la participation au référendum auprès de leurs électeurs fidèles. Conformément à un sondage d'opinion réalisé après cette tentative de consultation populaire³⁹ l'électorat des démocrates s'est avéré désintéressé ou peu informé. Les membres de l'alliance démocratique n'ont pas mené une campagne adéquate d'information se fondant sur les autres sondages antérieurs qui dévoilaient l'option des Moldaves pour le retour aux élections directes aux présidentielles.

Les élections anticipées ont été tenues le 28 novembre 2010. Le scrutin a confirmé la fracture générationnelle au sein de l'électorat moldave. L'AIE-2 a obtenu une majorité plus confortable de 59 sièges, mais, de nouveau, insuffisante à l'élection indépendante d'un Président pour la République. La deuxième alliance des démocrates a réuni les mêmes partis (PL, PLDM et PD), moins l'AMN qui n'a pas franchi le seuil fixé désormais à 4 % pour les partis. La coalition est parvenue à former un gouvernement dirigé, comme précédemment, par Vlad Filat (PLMD). Le leader du PD, Marian

38 Parmi les défenseurs de l'intégration à la seule UE, 40 % ont entre 18 et 29 ans et seulement 27 % ont plus de 60 ans. 41 % des Moldaves souhaitent une intégration à l'UE. Seuls 12,3 % d'entre eux voudraient une coopération approfondie avec la CEI. 7,9 % des pro-UE sont Ukrainiens et 6,9 % Russes. À l'inverse, 32,9 % des répondants préférant un rapprochement avec la CEI sont Ukrainiens et 29 % Russes. En termes de niveau d'études, 42 % de ceux qui se déclarent pour une intégration européenne de la Moldavie ont une formation supérieure et 32 % une formation secondaire. Seuls 14 % de ceux qui possèdent un diplôme universitaire préfèrent un rapprochement à la CEI. 22 % des répondants favorables à cette idée ont un faible niveau d'études.

39 Données disponibles en ligne sur : <http://www.e-democracy.md/monitoring/politics/comments/post-referendum-analysis/#footnote>.

Lupu, a été élu à la présidence du Parlement, assurant par la suite l'intérim de la fonction de Président de la République.

L'année 2011 débutait dans un climat d'instabilité politique. L'élection réussie d'un Président de la République se présente comme la seule solution à la crise institutionnelle qui traversait la Moldavie. Les négociations entre les deux forces opposées au Parlement, le PCRM et l'AIE-2, s'annonçaient difficiles et sans issue prévisible. Un consensus était peu envisageable suite à l'annonce faite par les communistes de boycotter tout candidat des alliés libéraux et démocrates. Les délais prévus pour la tenue d'un nouveau scrutin présidentiel étaient interprétés différemment. Quand les communistes voulaient approcher la date, les alliés avaient tout intérêt à ajourner le scrutin afin de gagner du temps, soit pour continuer les négociations, soit pour modifier la législation qui menait au blocage.

En dépit des problèmes auxquels se confronte la République de Moldavie sur sa voie de démocratisation et dans la mise en œuvre des réformes nécessaires, l'Occident, déçu par les échecs de l'Ukraine, accorde un crédit de confiance aux Moldaves. Une « histoire de succès » pour la Moldavie attire la sympathie des Occidentaux. Leur confiance se matérialise dans un soutien tant politique que financier accordés pour la continuation des réformes par les nouveaux leaders de ce pays. Néanmoins, cette confiance reste conditionnée par l'implantation de réformes réelles et surtout par la solution de la crise institutionnelle. En même temps, seulement la réussite de ces réformes pourrait accroître les chances de la Moldavie à une intégration européenne, engagement pris par tous les partis devant les électeurs lors de leurs campagnes.

La vie de l'AIE-2 a été marquée par de nombreuses mésententes entre les leaders des partis membres. Comme antérieurement, on peut observer un manque de cohésion des partis démocratiques moldaves. De plus, tout ce temps les communistes ont essayé de rompre cette alliance pour en former une autre plus large, comprenant leur parti. Entre autres, une des propositions faites pour dépasser la crise institutionnelle concernait l'adoption d'une nouvelle Constitution qui aurait prévu une autre modalité d'élection présidentielle.

En ce qui concerne la relation de la Moldavie avec l'UE, les émissaires de cette dernière ont pu constater que les réformes promises avançaient trop lentement et des questions ont surgi sur la possibilité des leaders moldaves de dépasser les crises. Cette constatation devrait stimuler les leaders démocrates à accroître les efforts pour s'entendre sur l'avancement des réformes nécessaires et surtout de trouver une solution pour la crise institutionnelle perpétuée.

Conclusion

Depuis une vingtaine d'années la République de Moldavie indépendante mène des efforts pour consolider son régime démocratique. Même si sa démocratisation a pris un essor assez rapide, avec la mise en place d'un nouveau réseau d'institutions

constitutionnelles, inspirées du modèle occidental, les leaders moldaves n'ont su soutenir ce processus de démocratisation constamment. Le passé soviétique se lit encore aisément surtout dans le comportement des leaders politiques formés durant l'époque précédente. Leur incapacité de dépasser la condition de dirigeant absolu, à prérogative de prendre des décisions incontestables, vicie beaucoup leur image de dirigeants démocratisés.

Le régime politique de la Moldavie a évolué selon sa logique propre. Formellement parlementaire, il a été présidentialisé en fait durant la présidence du leader des communistes V. Voronine, qui était en même temps le dirigeant du parti majoritaire dans la Chambre. Une décennie après l'introduction du principe de la séparation des pouvoirs, on a pu assister dans la pratique politique à une confusion des pouvoirs durant le gouvernement des communistes (2001-2009). En même temps, une légitimation électorale accrue des communistes a éclipsé l'opposition des autres forces politiques, peu nombreuses au Parlement.

En 2009, lorsqu'une nouvelle génération d'électeurs est apparue, un clivage générationnel divisant profondément la société moldave surgit. On a vu les électeurs âgés votant avec leur passé, quand les jeunes songeaient à un futur démocratique pour leur pays. Probablement, un consensus sur la nécessité de démocratisation sera atteint au fur et à mesure que cette nouvelle génération, instruite dans les valeurs d'une culture politique démocratique, s'élèvera pour prendre les leviers de décision dans la société moldave.

Aujourd'hui, la crédibilité des citoyens moldaves dans la classe politique demeure fortement mise en cause, comme effet de la crise économique mais aussi, dans une mesure très importante, du fait de l'incapacité des leaders des divers partis politiques au Parlement à s'entendre sur le partage des fonctions. Cette incapacité alimentée par les orgueils des politiciens perpétue l'incertitude des institutions étatiques, fait qui pourrait écarter, par ailleurs, l'appui des chancelleries occidentales aux efforts de Moldaves à la consolidation de la démocratie dans leur pays.